



Matthieu Grandpierron¹

Université catholique de Vendée
Vendée (France)

UDC 327::911.3(44)

327(100)

Article de revue

Reçu: 18.11.2024.

Accepté: 28.3.2025.

doi: 10.5937/napredak6-54842

La France et la géopolitique : une histoire complexe menacée par l'adhésion à l'UE et à l'OTAN

Résumé : Dans cet article, l'auteur examine la géopolitique française, en particulier la position actuelle de la France dans le contexte de son adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN. L'hypothèse de départ est que l'appartenance à ces organisations limite la position française et restreint les possibilités de réactualisation de la géopolitique française, qui mettrait au premier plan les intérêts nationaux et la souveraineté de l'État. Étant donné que l'UE et l'OTAN constituent une menace pour une véritable géopolitique française, l'auteur expose d'abord sa thèse en analysant la position de la France au sein de l'UE et de l'OTAN, puis en relation avec l'idéologie du libéralisme internationaliste positiviste. Dans la seconde partie de l'article, l'auteur étudie l'introduction de la géopolitique dans le système éducatif français et identifie les avantages et les lacunes de ce système. Enfin, il propose une solution pour ancrer la pensée géopolitique française, qui devrait s'appuyer sur une histoire glorieuse et une élite patriotique.

Mots-clés : France, géopolitique, éducation, positivisme, histoire, Union européenne, OTAN

Introduction

La géopolitique française devient de moins en moins visible et centrée sur les intérêts français et sur une vision du monde spécifique depuis que la structure de l'UE s'est orientée vers le fédéralisme après le traité de Maastricht et l'émergence d'une élite

politique (transcendant les partis politiques) autour d'Emmanuel Macron, qui a placé l'UE au-dessus des intérêts français, entraînant ainsi le retour de la France dans l'OTAN. Par ailleurs, l'étude de la géopolitique dans les programmes scolaires français ne constituera probablement pas une première étape émancipatrice contre la géopolitique et l'idéologie

[1] m-grandpierron@ices.fr ; <https://orcid.org/0000-0002-2465-2455>

des États-Unis et de l'UE, mais servira plutôt à les soutenir en tant que programmes géopolitiques, malgré leur conception défailante et leurs nombreux préjugés.

Après avoir analysé l'impact négatif de l'OTAN et de l'UE sur la géopolitique française, cet article explorera l'évolution du mental et la manière dont le tournant libéral complique la réflexion autour de l'idée même d'une géopolitique française autonome. Enfin, il examinera comment la spécificité de l'histoire et de la géographie françaises peut offrir une solution aux défis auxquels la France est confrontée.

38 |

Il est essentiel de comprendre la signification de la géopolitique dans le contexte de la réactualisation ou de la naissance d'une pensée géopolitique française autonome. La géopolitique est la clé de la compréhension des relations internationales ; elle indique « comment gouverner » et comment, dans un certain contexte, élaborer des stratégies de politique étrangère afin de préserver l'intégrité nationale et la souveraineté de l'État. Ainsi, la lutte pour le développement de la géopolitique française représente un chemin vers une position internationale plus souveraine et plus indépendante pour la France. Cependant, dans le contexte actuel, cela constitue un défi, étant donné que la France est membre de l'OTAN et de l'UE, des institutions supranationales qui exigent un transfert d'une partie de la souveraineté vers un niveau supranational. Cet article adopte cette perspective et s'efforce, à travers une analyse critique de l'idéologie du libéralisme internationaliste positiviste, d'exposer l'uniformité de la perspective euro-atlantique, qui entrave l'établissement d'une géopolitique française propre.

L'UE et l'OTAN comme menace pour la « véritable » géopolitique française

Aujourd'hui, la géopolitique et la pensée géopolitique françaises sont menacées par un double mécanisme : 1) La France fait partie d'une architecture de sécurité spécifique (l'OTAN et l'UE) et 2) Le mode de pensée actuellement dominant limite et uniformise la réflexion politique. Ces éléments seront expliqués dans la suite de cet article, où la géopolitique française sera analysée dans ce contexte.

Quel cadre de sécurité choisir : une architecture de sécurité française ou les architectures américanisées de l'UE et de l'OTAN ?

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le général Charles de Gaulle a redéfini à plusieurs reprises le type d'Union européenne qu'il entendait promouvoir. Pour lui, le projet européen devait être fondé sur le respect de la souveraineté nationale des États membres et sur une indépendance totale (politique, économique et culturelle) vis-à-vis des États-Unis, à travers ce qu'il appelait « l'Europe européenne ». Il considérait que la France en particulier, mais aussi l'Europe dans son ensemble, devaient être pleinement autonomes à tous égards, défendre leur propre vision du monde et des affaires internationales et les mettre en œuvre. Cela impliquait de rejeter la tutelle (ou la vassalisation, comme l'a qualifiée Zbigniew Brzezinski dans *Le Grand Échiquier*) des États-Unis, ainsi que l'intégration fédérale qui dépolitise les relations entre les États membres.

Matthieu Grandpierronn

La France et la géopolitique : une histoire complexe menacée par l'adhésion à l'UE et à l'OTAN



Photo: Shutterstock

Le traité de l'Élysée, signé par la France et l'Allemagne, devait ouvrir la voie à un partenariat politique dans le cadre d'une Europe renouvelée. Cependant, le général de Gaulle a subi un revers lorsque, au moment de la ratification du traité, le Bundestag a rédigé et adopté un préambule qui, sous la pression conjointe des Américains, de Jean Monnet et de son Comité d'action pour les États-Unis d'Europe, a « remodelé » l'accord en renforçant son alignement avec l'OTAN, le réduisant ainsi à un

simple traité de consultations régulières. Le refus de l'Allemagne de réévaluer le deutsche mark après la crise qui venait de frapper la France a convaincu de Gaulle que l'Allemagne était retournée à une politique de puissance. Cette analyse s'est révélée pertinente lorsqu'on observe le jeu de pouvoir de Berlin au sein de l'UE, notamment depuis la nomination d'Ursula von der Leyen et la tentative allemande d'attaquer le secteur nucléaire français via l'UE sous couvert d'arguments liés à l'« énergie

verte » (une attaque même reconnue au sein du Parlement européen UE!).^[2]

Ainsi, la confrontation entre les Atlantistes et les Supranationalistes d'une part, et les partisans de l'« Europe européenne » intergouvernementale d'autre part, a été inévitable et se poursuit jusqu'à aujourd'hui. De Gaulle était conscient de la pérennité géopolitique à long terme, qui transcendait les circonstances politiques immédiates. C'est précisément dans ce contexte qu'il faut comprendre son expression « une Europe de l'Atlantique à l'Oural », qui se tournait vers l'avenir après le communisme et rejetait cette idéologie en en marquant la limite temporelle. Cependant, les partisans de l'intégration d'une Europe plus petite ont seulement construit cette identité européenne à l'intérieur des frontières entre les deux blocs politiques, ce qui s'est révélé être un concept à court terme et destructeur en raison de leur incapacité à répondre à la chute du mur de Berlin et à l'effondrement du communisme soviétique.

L'histoire a toujours été pleine de surprises en ce qui concerne la prétendue logique de son ordre. Par exemple, le général de Gaulle s'est fermement opposé à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la communauté, affirmant que la Grande-Bretagne deviendrait le « cheval de Troie » des États-Unis en Europe. Cependant, c'est précisément la Grande-Bretagne qui a défendu la même aversion de l'entourage de de Gaulle envers la supranationalité. De même, le plan de Foucher proposé par les Français a été rapidement rejeté par ses partenaires,

bien que, selon ceux qui l'avaient conçu, ce plan aurait pu mener à une véritable union politique européenne ; ces mêmes partenaires étaient cependant en faveur de l'adhésion de la Grande-Bretagne, bien qu'elle eût un concept de l'organisation européenne totalement différent du leur.

La question de ce que devrait être le cadre de sécurité européen a de nouveau été actualisée en 2019, suite à la déclaration d'Emmanuel Macron : « L'OTAN est en état de mort cérébrale^[3]. » Le président français a voulu signifier que l'OTAN n'était plus pertinente et avait perdu son sens d'existence. C'était une analyse correcte. Cependant, au lieu de cela, la France a soutenu le concept de « boussole stratégique de l'UE » (un concept qui reste encore à définir clairement). Toutefois, ces deux concepts, tout comme l'OTAN, sont problématiques et dangereux pour la géopolitique française. L'idée même représente un chemin vers une véritable indépendance de l'Europe vis-à-vis des États-Unis, et sous-entend que la sécurité européenne doit être garantie par les Européens eux-mêmes, et non par des acteurs extérieurs à la région. Une telle analyse ressemble aux discours et objectifs de la politique extérieure de la Chine et de la Russie concernant la résolution des conflits régionaux (voir Grandpierre & Pomès, 2024). Le problème avec les propos d'Emmanuel Macron est qu'il entend par « Europe » l'Union européenne. Si l'on entendait par Europe l'Europe dans son ensemble, une nouvelle architecture de sécurité serait exactement ce que de Gaulle avait en tête, et elle inclurait la Russie, ravivant ainsi

[2] https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2023-002175_EN.html (consulté le 21/10/2024).

[3] <https://www.lefigaro.fr/international/le-president-francais-emmanuel-macron-juge-l-otan-en-etat-de-mort-cerebrale-20191107> (consulté le 22/10/2024).

l'alliance historique entre la France et la Russie, une alliance formée contre les tentatives de domination allemande à la fin du XIXe siècle (Cohrs, 2022). Un tel cadre de sécurité pourrait garantir la stabilité en Europe et empêcher les puissances extérieures (comme les États-Unis) d'utiliser l'Europe comme un « champ de bataille » pour contrer ce qu'elles considèrent comme une menace pour leur hégémonie mondiale – pour paraphraser les mots de Zbigniew Brzezinski. En outre, cette conception, en incluant la Russie et la Serbie, ouvrirait deux portes vers l'avenir : les BRICS relieraient l'Europe aux territoires où l'économie mondiale se dirige. Cependant, cette vision ne correspond pas à celle d'Emmanuel Macron. Par « Europe », il entend l'Union européenne, ce qui est une tout autre réalité. Au lieu d'une Europe autonome où les États conserveraient leurs agendas stratégiques individuels basés sur leurs propres intérêts, une UE développant une véritable politique extérieure et une architecture de sécurité marquerait la fin de la souveraineté nationale des États européens. La dernière preuve en est la déclaration du président français sur l'utilisation des armes nucléaires de la France pour protéger les pays baltes contre la Russie. L'adoption de l'UE comme acteur de sécurité unifié conduirait à ce que tous les États membres de l'UE voient le monde de la même manière, qu'ils interprètent de manière identique les dangers et les opportunités. Cela n'est tout simplement pas possible, sauf à prétendre à tort que toutes les cultures, toutes les histoires nationales et toutes les philosophies politiques sont les mêmes.

Lorsque la Russie a lancé son opération militaire spéciale en Ukraine, des politiques émotionnelles européennes et nord-américaines ont suivi,

connues sous le nom de « sanctions » (un terme erroné sans véritable signification juridique), qui ont ramené l'Europe et la France à une position de vassalité des États-Unis. Le terme « sanctions » est problématique car son sens implique un jugement, une décision prise par un tribunal indépendant pour sanctionner un comportement social jugé inacceptable. Ainsi, l'utilisation de ce terme poursuit un double objectif : lorsqu'un État membre utilise ce mot, il désigne une punition d'un acteur considéré comme déviant, mais également la limitation de l'espace de manœuvre d'une puissance rivale désireuse de modifier les règles du système international. Cependant, l'utilisation du terme « sanctions » de manière vague pour désigner toutes les mesures prises contre un État dissimule une terminologie juridique souvent incorrecte, à savoir un désir d'imposer ses propres valeurs et de maintenir l'ordre international existant (Koskenniemi, 2004; Anghie, 2004; Chimni, 2017).

L'utilisation du terme « sanctions » dans le discours politique nécessite une distinction entre les sanctions adoptées dans un cadre institutionnel multilatéral (comme les Nations Unies, etc.) et les contre-mesures décidées unilatéralement par des États. Dans les deux cas, il s'agit de mesures coercitives dont l'objectif est d'influencer le comportement d'un État jugé en violation des règles internationales. Cependant, le terme « sanctions » devrait être limité aux mesures coercitives adoptées par un organe d'une organisation internationale en conformité avec son acte fondateur. Les « sanctions » ne protègent nullement une vision d'un ordre international universellement accepté, mais au contraire, elles font partie de l'imposition d'une interprétation du système international

(Sur, 2018). Le droit international est en réalité principalement compris comme la capacité à réguler les relations internationales, c'est-à-dire à limiter le comportement des États. Il est implicite que la plupart des soi-disant sanctions imposées par les États européens violent leurs propres intérêts vitaux, en particulier en ce qui concerne l'énergie.

La pensée géopolitique entravée par l'expansion des idéologies du libéralisme internationaliste positiviste

42 |

La France et les États européens dans leur ensemble sont également prisonniers d'une manière particulière de penser qui les empêche de développer leur propre géopolitique. Il s'agit d'une évolution d'un mode de pensée dominant dans la politique américaine et européenne entre 1860 et 1914, qui a inévitablement conduit à l'autodestruction de la civilisation européenne pendant la Première Guerre mondiale. Le mode de pensée politique et les communications ont établi une position raciale claire pour créer un « nationalisme civilisationnel » dans lequel les puissances occidentales (Royaume-Uni, France et États-Unis) s'opposent à ceux jugés sous-développés (sphère coloniale, Chine) ou immoraux et décadents (Empire allemand et Empire austro-hongrois). Le politologue Max Weber a expliqué que, pendant cette période, les élites des « nations les plus avancées » étaient également obsédées par la mesure de la hiérarchie mondiale, l'« ascension et la chute » des nations et des empires, ainsi que par toutes sortes de progrès. La réflexion sur le progrès était liée au darwinisme

social, créant ainsi un « darwinisme civilisationnel ». La combinaison du « nationalisme civilisationnel » et du « darwinisme civilisationnel » a poussé les élites politiques à centrer leurs discours (implicitement ou explicitement) sur l'idée que les peuples et les États sont essentiellement engagés dans une lutte pour la survie de la civilisation « la mieux adaptée » (Cohrs, 2022).

Il existe des similitudes entre ces éléments et ce qui a été observé aux États-Unis et en Europe lors des élections de 2024, principalement lors des élections européennes, des élections législatives en France, et des élections présidentielles aux États-Unis. Ces élections montrent que les discours politiques sont de plus en plus idéologisés. Il ne s'agit pas de la même idéologie que celle observée entre 1860 et 1914, mais d'une version développée, fondée sur l'idée que l'Occident possède les meilleurs systèmes politiques et valeurs parce qu'il a « gagné la guerre froide ». Cette idéologie, combinée avec un nouveau culte de la science (le positivisme), crée une forme particulière de « libéralisme internationaliste positiviste » selon laquelle la paix et le développement mondiaux ne peuvent être garantis que par l'expansion des régimes politiques et des valeurs occidentales face aux pays considérés comme des rivaux et des menaces (Chine, Russie, Iran, etc.).

Le positivisme est né d'un mouvement qui militait pour des bases solides dans la recherche des sciences sociales. À partir de l'œuvre de Waltz et de son livre *Man, the State, and War* (1959), les sciences politiques se sont tournées avec enthousiasme vers les règles formelles et le positivisme. Finalement, les sciences politiques sont devenues égales aux sciences exactes, telles que les protocoles

analytiques, la transformation de la pensée en raisonnement quasi-mathématique organisé autour de variables dépendantes et indépendantes. Cela a permis à la science politique de reconnaître des règles générales qui déterminent le comportement humain et les phénomènes politiques, tels que les causes des guerres, les motivations électorales, etc. Cependant, l'effet inverse, qui est en réalité ce qui est étudié depuis plus de deux jours, est que l'histoire est devenue un ensemble de données. Dès que les faits peuvent être insérés dans des cases préconçues, utilisées pour justifier deux événements opposés, nous aboutissons à une pensée pré-déterminée, une pensée automatique, une pensée transformée en équation.

Le positivisme appliqué à la méthode de recherche en science politique a contribué à éliminer les facteurs du comportement humain identifiés dès Thucydide (Hanink, 2019). Par conséquent, la culture, la philosophie, la perception et les émotions ont été définies comme non scientifiques et, de ce fait, ne méritaient pas d'être des objets d'étude. Lorsque les émotions sont prises en compte dans l'analyse des relations internationales, elles doivent souvent être étudiées d'un point de vue utilitariste ou, à tout le moins, rationaliste. Hans Morgenthau en est en partie responsable, car, allant sans doute à l'encontre de sa propre logique, il a introduit la peur dans un modèle de dissuasion nucléaire fondamentalement rationaliste (Morgenthau, 1946).

Cette approche rejette toute subjectivité, les relations sociales et les émotions dans les relations sociales. Le positivisme nous conduit à imaginer le pire scénario possible : cela est particulièrement vrai dans le réalisme et le libéralisme intransigeants. Selon de nombreux experts en

sécurité positivistes, les acteurs internationaux sont influencés par des forces extérieures qui les dirigent dans une certaine direction. Les menaces futures sont déterminées sur la base des tendances du passé, comme si le monde social progressait de manière linéaire. Finalement, l'alarmisme suppose des acteurs rationnels, égoïstes et stratégiques qui luttent pour le pouvoir et les ressources. Dans un monde aussi compétitif, il n'y a pas de place pour une véritable coopération, des liens sociaux ou pour ce que l'on pourrait appeler une société internationale avec des « structures constitutionnelles » ou le développement d'un nouvel ordre régional. Cet alarmisme est rationnel dans la mesure où les actions menaçantes ne sont pas attribuées à des acteurs agissant par passion ou par vengeance, mais à des intérêts froids et égoïstes ou à des forces historiques. L'argument existant dans la littérature d'Europe de l'Ouest ou d'Amérique du Nord est appelé « la menace chinoise » ou « la menace russe » (Lindemann, 2023). Ces États sont souvent présentés comme des acteurs homogènes, qui « se lèvent » et agissent prêts à imposer leur volonté au monde dans un avenir proche en mettant en œuvre un plan stratégique de longue durée.

Le positivisme nie complètement l'espace pour l'hétérogénéité, la créativité et les liens sociaux entre les acteurs. D'abord, en ce qui concerne le sujet de la discussion, les approches positivistes ont généralement une approche homogénéisante et unificatrice des sujets, qui nie l'individualité. Bien que dans chaque science, une certaine catégorisation et classification soient nécessaires pour « connaître » certains aspects de la réalité sociale, le positivisme nomologique tente d'objectiver ces catégories et, par exemple, de personnifier ces agrégations par des

intérêts et des émotions donnés, tels que « le désir de la Chine » de dominer. Cette unification peut amener à ce que les acteurs semblent particulièrement puissants et dangereux. Lorsque les acteurs sont perçus comme unifiés, par exemple la Russie, la Chine, la Corée du Nord ou l'Iran, il est plus facile de leur attribuer une volonté cohérente. On oublie généralement que l'action politique extérieure est bien plus souvent le résultat d'un compromis que d'une politique coordonnée.

La logique positiviste conduit souvent à la compréhension des concepts selon la perspective euro-atlantique. C'est pourquoi la « démocratie » ne peut être qu'une construction politique perçue de manière euro-atlantique. Tout autre modèle n'est pas « véritablement » une démocratie, il ne peut être qualifié comme tel, et il est en réalité une tentative manipulatrice des élites corrompues de simuler la démocratie. Il est erroné de supposer que toutes les cultures, histoires et civilisations sont égales.

Dans son livre *Le naufrage des civilisations*, Amin Maalouf explique que la mondialisation, facilitée et soutenue par le développement technologique, impose un rapprochement des différentes composantes de l'humanité à un tel point que ces composantes deviennent de plus en plus uniformes. Cependant, il existe un paradoxe : les gens adhèrent à des doctrines et des idéologies qui glorifient la spécificité. Les gens se rapprochent de plus en plus chaque jour, et le conflit des identités devient de plus en plus intense. Pourtant, il ne peut être dit que nous n'avons pas été avertis. Zamiatine, Huxley et Orwell nous ont avertis. Tous les trois voulaient alerter leurs contemporains sur les tyrannies futures et la possible utilisation totalitaire des outils technologiques pour détruire la liberté et

la dignité humaine. Dans son roman *Nous autres*, Zamiatine décrit un monde où chaque aspect est soigneusement planifié, chronométré et traduit en formules mathématiques représentées dans l'emploi du temps (temps personnel, temps consacré à une activité particulière, etc.).

Allons-nous vers un monde où *Big Brother* voit et entend tout ? Un monde où la langue est tellement contrôlée et déformée que nous pouvons exprimer uniquement des opinions qui correspondent à la pensée officielle ? Cela se passe déjà dans l'Union européenne (depuis sa création, voir Laughland, 1998) et aux États-Unis : l'étouffement des médias (des médias russes, tandis que les médias israéliens sont autorisés à exprimer leur vision pleine de préjugés, CNews, etc.) et des opinions qui ne correspondent pas à la vision délirante de la pandémie de COVID-19 et de la guerre en Ukraine. Toutes ces mesures portent gravement atteinte à la démocratie. En effet, le pilier fondamental sur lequel repose la démocratie est la transparence. Mearsheimer le montre parfaitement dans son dernier livre *The Great Delusion* (Mearsheimer, 2018). La transparence signifie que chacun a accès aux informations nécessaires pour prendre des décisions. La guerre met fin à cela sous le prétexte de la protection de la confidentialité des opérations (il serait dommage que l'ennemi découvre les plans militaires). Les informations sont surveillées, contrôlées et reconstruites. En faisant semblant d'essayer d'intercepter les conversations entre territoires, nous profitons de l'occasion pour écouter les appels téléphoniques des concurrents économiques, identifier les opposants politiques, et ainsi de suite.

Pendant la guerre froide, Henry Kissinger distinguait deux types de politique étrangère. La

politique étrangère occidentale était fondée sur l'utilisation de données rationnelles et objectives obtenues à partir de télégrammes diplomatiques faciles à interpréter, et sur la base desquelles chacun pouvait faire un calcul des coûts et des avantages. En revanche, la politique étrangère orientale reposait sur des facteurs opaques, internes, irrationnels et émotionnels. On peut conclure qu'il n'y avait rien de nouveau à l'Ouest, et en ce qui concerne les désirs irrationnels, ceux-ci devaient être traduits en un langage scientifique, neutre et crédible. Aujourd'hui, la situation est inversée : la diplomatie « orientale » est rationnelle et fondée sur la *realpolitik*. Le dernier exemple en date est l'influence clé de la Chine dans le rapprochement saoudo-iranien, tandis que la diplomatie occidentale devient silencieuse car elle est de plus en plus émotionnelle : il n'est pas question de négocier avec Poutine, car dans les discours publics et officiels, Poutine est présenté comme l'incarnation du mal.

Ce n'a pas toujours été le cas. Pendant la guerre froide, la France a pu maintenir son influence dans le monde car elle suivait une politique étrangère indépendante fondée sur les intérêts français. C'est pourquoi elle est restée un acteur respecté et a pu orienter son chemin vers des moments clés. L'un d'eux fut la visite du général De Gaulle en Union soviétique au sommet de la guerre froide et la reconnaissance de la République populaire de Chine comme la véritable Chine, bien des années avant que Nixon et Kissinger ne le fassent.

Le libéralisme internationaliste positiviste est fondé sur l'interprétation selon laquelle l'Occident a « gagné » la guerre froide. Ainsi, non seulement il a acquis du prestige, mais il est aussi convaincu que le modèle occidental représente la dernière

étape du développement humain. C'est ce qu'a écrit Fukuyama (Fukuyama, 2020). Cette position néo-kantienne suppose que les états ayant un système politique démocratique représentent l'idéal auquel le reste du monde tendra, car un tel système offre le meilleur avenir pour un ordre mondial pacifique. Plus il y a de sociétés démocratiques, plus il y aura de paix dans le monde ; moins il y a de démocratie, moins il y a de paix dans le monde (Russett, 1994). Ces idées font désormais partie intégrante de la politique étrangère des pays européens et de l'Amérique du Nord, connues sous les concepts d'intervention humanitaire et de responsabilité de protéger (Orford, 2013), mais elles sont l'objet de vives critiques de la part des autres pays, comme ceux du BRICS (Sahakyan & Gärtner, 2022 ; Maalouf, 2023), ainsi que des pays que l'Occident méprise en les appelant le « tiers monde », ce qui constitue la base du « révolte contre l'Occident » (Buzan, 1977 ; Wight, 1977 ; Badie, 2013).

Cette manière de penser ravive la croyance coloniale selon laquelle l'Occident est de nouveau devenu le centre de la civilisation. L'idéologie libérale rend difficile pour les dirigeants libéraux d'accepter toute contestation ou répartition du pouvoir, que ce soit sur le plan national ou international. Dès le début, les penseurs libéraux ont écrit sur la nécessité d'éviter la perte de pouvoir, en particulier de la part du peuple. La véritable question, selon Publius (pseudonyme commun des essayistes américains Alexander Hamilton, James Madison et John Jay) dans *Le Fédéraliste*, est de savoir comment maintenir le pouvoir entre les mains des citoyens d'une société juste. À l'époque, il s'agissait d'optimiser le système politique et électoral, et depuis lors, la pensée politique s'est développée, en particulier

grâce aux approches critiques. Gramsci (2001), Foucault (1995) et Steven Lukes (1974) ont souligné le pouvoir de l'idéologie dans la formation des masses populaires. L'État est ensuite devenu le gardien au service de la classe dominante : il doit se protéger en introduisant périodiquement des réformes pour montrer aux classes subordonnées que le système capitaliste est le seul moyen d'améliorer leurs conditions de vie.

Recourir au positivisme combiné au libéralisme international conduit à la négation de l'histoire et des spécificités des peuples, des cultures et des civilisations. Cela mène à l'uniformité et, par conséquent, au rejet des différences. La conclusion est que l'Europe perd lentement son indépendance en adoptant des modes de pensée et des visions du monde contraires à sa longue histoire. Cela se voit dans le programme actuel du secondaire en France, en particulier dans le programme d'histoire et de géopolitique.

La géopolitique dans les programmes éducatifs en France : une bonne idée gaspillée par l'élite «française» libérale et mondialiste

La géopolitique est revenue sur la scène en 2019 dans le cadre du programme scolaire du lycée. La géopolitique, en tant que partie du groupe de matières «histoire-géographie, géopolitique, sciences politiques», est l'une des trois matières au choix les plus populaires lors du baccalauréat. Le retour de la géopolitique dans l'enseignement est sans aucun doute une bonne chose, mais elle présente un certain nombre de lacunes et de préjugés cognitifs.

Quel rôle joue l'étude de la géopolitique en France ?

L'enthousiasme pour la géopolitique en tant que matière est unique et caractéristique des Français. Il leur est également propre de transformer la géopolitique en une matière quasi-universitaire (la géopolitique n'étant pas une matière universitaire distincte car elle n'est pas précisément définie par le Conseil National des Universités). En effet, aucun autre système éducatif ne confère à la géopolitique une telle importance comme le fait le système français.

L'enthousiasme français pour la géopolitique est sans aucun doute historiquement lié à l'influence et à la place de la géographie dans les universités françaises. Les géographes se sont longtemps vigoureusement opposés à l'émancipation de la géopolitique de la géographie. Au 20^e siècle, les géographes ont cherché à établir une géographie scientifique et «sérieuse». Ainsi, la priorité a été donnée à la géographie physique en raison de sa nature technique : elle possède son propre vocabulaire complexe, sa propre méthodologie – tout ce qu'il faut pour en faire une science dans un contexte intellectuel hautement positiviste. En repoussant les aspects humains et politiques de la géographie, les géographes ont, au début du XX^e siècle, cherché à oublier l'influence qu'Emmanuel de Marton avait eue sur Clemenceau lorsqu'il a redéfini les frontières européennes à partir de 1919. Cependant, il semble qu'Emmanuel de Marton ait aussi fait en sorte que son influence soit oubliée.

Aujourd'hui, la situation est tout à fait différente. On pourrait même dire que nous sommes passés d'un extrême (le rejet de la géopolitique) à un autre (la présence excessive de la géopolitique) : le terme

«géopolitique» est utilisé de manière indifférenciée par les journalistes et les essayistes. Cet intérêt renouvelé pour la géopolitique peut être expliqué par les aspects politiques internationaux du programme d'histoire et de géographie en France. Une raison beaucoup plus profonde pour l'intérêt de la France pour la géopolitique pourrait être la préoccupation du pays face à la perte de son initiative stratégique après la guerre froide, son retour dans l'OTAN et les derniers événements au sein de l'Union européenne. L'intérêt pour la géopolitique serait donc une expression inconsciente de la nostalgie pour la période où la France retrouvait une importance redécouverte sous la présidence du général de Gaulle, époque où la France acquies une puissance civile et militaire, voire nucléaire, lorsque Paris collaborait autant avec Washington qu'avec Moscou, et lorsque la Chine maoïste était reconnue comme la «vraie» Chine, bien avant que les États-Unis ne fassent de même, avant la visite de Nixon à Pékin en 1972.

En effet, enseigner et appliquer la géopolitique signifie avant tout observer son propre pays sur la scène internationale, prendre en compte ses propres intérêts et réfléchir de manière autonome aux possibilités et aux dangers. D'autres pays européens (d'Europe centrale et orientale) ont choisi de dépendre stratégiquement des États-Unis et ont ainsi accepté de voir le monde de la même manière que leur protecteur.

La géopolitique dans le programme scolaire :
une initiative désorganisée pleine de préjugés

Depuis 2019, la géopolitique est enseignée dans le cadre de la réforme du baccalauréat et de l'introduction des matières spécialisées. La géopolitique

n'est pas enseignée séparément, mais est combinée avec d'autres matières dans le cadre du groupe spécialisé « histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques ». Bien qu'il soit évident qu'au lycée, seule une introduction, c'est-à-dire une « idée générale », puisse être donnée sur ces disciplines académiques, le programme qui a été élaboré soulève de nombreuses questions.

La définition de la géopolitique donnée dans les directives officielles du ministère de l'Éducation est restrictive, car elle « traite des rivalités et des problèmes de pouvoir entre les territoires dans leur profondeur historique, ainsi que des représentations qui les accompagnent ». Cependant, la géopolitique est bien plus que cela. Le programme semble davantage être une juxtaposition de situations empiriques, plutôt qu'un programme destiné à développer la réflexion. La preuve en est l'absence de chapitres sur les concepts, les penseurs et la méthodologie de l'analyse géopolitique. Sans concept, il est difficile de mettre les choses en perspective ou de les comparer.

Ce qui est surprenant, c'est que la France n'est pratiquement pas étudiée, à l'exception de la question de l'héritage. Dans son roman *Les Affinités électives*, Goethe dit qu'il est, du point de vue pédagogique, erroné d'enseigner aux enfants des espèces lointaines avant qu'ils ne connaissent la flore et la faune de leur propre pays. En fait, le programme se concentre sur les États-Unis, l'Inde et la Chine. Il est également dommage que les pays qui ne font pas partie de l'Occident - la Chine et l'Inde, soient étudiés à travers des préjugés cognitifs. Leurs politiques étrangères sont analysées à l'aide de modèles d'affirmations utilisés par les puissances européennes au 19e siècle et les États-Unis après

1945, sans tenir compte de leurs propres systèmes de pensée, de leur histoire et de leur culture. Ces préjugés cognitifs créent un piège de conviction selon lequel les pays non occidentaux sont motivés par le même appétit pour la domination mondiale que les pays de l'Occident – ce qui est certes possible, mais pas le plus probable.

Enfin, certains sujets, comme les frontières, ne sont pas bien conçus. Le sujet des frontières est abordé à travers une approche réduite à une simple dichotomie interne/externe ou nous/eux, ce qui nous permet implicitement d'imaginer les frontières comme une source de danger et de conflit – ce qui est parfois vrai, mais pas toujours. Il est également dommage que les frontières soient étudiées sans mentionner leur but : définir un certain État.

déclin démographique, et enfin, lorsqu'au cours de la Première Guerre mondiale, elle a fait d'énormes sacrifices pour vaincre l'impérialisme allemand.

La Suède, l'Espagne et l'Autriche ont également été des puissances dominantes à leur époque, mais elles ont toutes accepté de s'adapter lorsque leur déclin est devenu évident. Cependant, la France n'a pas agi de la même manière. La France est peut-être l'un des pays les plus préoccupés par son avenir, mais la peur de la chute l'a poussée à ne pas renoncer à sa position. Le désir de repousser cette chute peut s'expliquer par l'habitude française de voir son pays comme une puissance qui doit jouer un rôle majeur dans le monde. Cela exprime une nostalgie pour une nation capable d'influencer le destin du monde, ainsi que le besoin de se renouveler pour conserver sa position. Le désir de maintenir son influence dans le monde est stimulé par l'impératif de gloire comme solution pour recouvrer une importance géopolitique.

Après chaque échec, la France a su s'adapter, retrouver de l'espace de manœuvre et surmonter les nouveaux dangers qui la menaçaient. Depuis 1958, la France est à nouveau perçue comme un état indépendant, sans dettes et respecté dans les forums internationaux. Après son retour au pouvoir, le général de Gaulle a mis en avant une souveraineté accrue par rapport aux États-Unis, s'opposant principalement au stationnement de missiles américains à portée moyenne sur le sol français. En février 1960, la première bombe atomique française a explosé dans le Sahara. En 1966, la France s'est retirée du commandement intégré de l'OTAN et a fermé les bases américaines sur son territoire. La politique de grandeur et de gloire lui a permis de redevenir une nation écoutée dans

Histoire glorieuse et la nécessité d'une élite patriotique comme solution géopolitique pour saisir les opportunités et éviter les défis

Au cours des deux derniers siècles, la France a été obsédée par la peur du déclin. Cela est tout à fait compréhensible, car elle se souvient de sa puissance en tant qu'hégémon en Europe sous Louis XIV et Napoléon I^{er}, lorsque la langue française était celle de la diplomatie jusqu'au traité de Versailles, lorsqu'au cours du XVIII^e siècle, elle définissait les règles en matière de civilisation, de bon goût et de raffinement, lorsqu'au moment de la Révolution, elle était considérée comme le berceau des idées modernes sur les droits de l'homme et la souveraineté nationale, et lorsqu'au XIX^e siècle, elle était considérée comme une « grande nation », malgré le

le monde entier, en particulier par les pays arabes et les nations du « tiers-monde »; elle est devenue un fervent défenseur de l'indépendance et de la critique de l'impérialisme, ainsi qu'un partisan de l'ouverture vers l'Est et la Chine, en faveur de la coopération et du développement. Les intérêts nationaux ont désormais priorité sur les limitations imposées par la bipolarisation du monde et la confrontation idéologique entre les deux blocs. La langue française est l'une des cinq langues les plus parlées dans le monde, bien qu'elle perde lentement sa place dans les organisations internationales, tandis que l'américanisation de la culture a entraîné une diminution du nombre de locuteurs du français, même en Afrique. Le réseau diplomatique français est le troisième plus important au monde, après ceux de la Chine et des États-Unis. L'armée française est la seule en Europe capable d'agir seule dans le monde. La France possède des bases militaires en Afrique, au Moyen-Orient et dans la région Indo-Pacifique. En ce qui concerne l'économie, la France abrite de nombreuses entreprises leaders, notamment dans les secteurs de l'aéronautique (Airbus), de l'armement (Dassault, Safran, Thales), de l'industrie pétrolière (Total) et du secteur du luxe (LVMH). Le fait qu'elle ait pris conscience de ne plus être simplement une puissance de taille moyenne

explique la détermination de la France à transformer l'Europe en un multiplicateur de puissance, malgré le fait que l'élargissement continu de l'UE ait réduit son influence au sein de l'Union européenne à 27 membres.

En réalité, rien ne condamne la France à l'oubli, sauf un manque de volonté, c'est-à-dire l'incapacité de défendre l'État et la culture française contre les attaques de la mondialisation soutenue par les politiques des États-Unis et de l'Union européenne. C'est là le problème, la France est dirigée par des politiciens qui ne croient pas aux coutumes françaises, qui ne valorisent ni ne respectent la culture et la langue françaises. À cet égard, le mandat présidentiel d'Emmanuel Macron est une véritable honte – ses déclarations à l'étranger affirmant qu'il « n'existe pas de culture française »^[4], la dégradation de la fonction présidentielle par des photographies inappropriées^[5], l'humiliation de l'histoire française lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de 2024^[6], la vente de start-up françaises prospères aux États-Unis parce que cela est considéré comme « vital » pour l'industrie de défense de la France^[7], la promotion des intérêts de l'UE plutôt que ceux de la France, ainsi que la perte de respect et de confiance dans les institutions politiques après les élections législatives de 2024.

[4] <https://www.lefigaro.fr/vox/politique/2017/02/06/31001-20170206ARTFIG00209-emmanuel-macron-et-le-reniement-de-la-culture-francaise.php> (consulté le 25/10/2024).

[5] <https://www.leparisien.fr/politique/photo-polemique-de-macron-aux-antilles-ce-geste-n-etait-pas-contre-le-president-01-10-2018-7908261.php> (consulté le 26/10/2024).

[6] <https://www.lefigaro.fr/sports/jeux-olympiques/polemique-sur-la-ceremonie-d-ouverture-des-jo-patrick-boucheron-parle-de-cene-subliminale-20240730#:~:text=La%20s%C3%A9quence%20a%20choqu%C3%A9%20l,en%20%C3%A9motions%20et%20universellement%20salu%C3%A9s%C2%BB>. (consulté le 29/10/2024).

[7] <https://www.lejdd.fr/economie/economie-bercy-donne-son-aval-au-rachat-de-131-entreprises-sensibles-par-letranger-en-2022-135583> (consulté le 30/10/2024).

Le principal défi pour la France est de savoir comment faire entendre la voix de la France à l'étranger si elle n'est pas considérée comme forte sur son propre sol ? La France semble être un pays de conflits, sans dialogue social, un pays dont les syndicats sont majoritairement non représentatifs, où les grèves sont constamment déclenchées et où une culture de protestation domine. Après le mouvement des « gilets jaunes » de 2018-2019, sont suivis des manifestations et grèves sur les retraites en hiver 2022-2023, puis des émeutes dans les banlieues en juin et juillet 2023. Bien que l'État ait le monopole de 58 % de la richesse qu'il produit, le service public se détériore, comme en témoigne l'état des hôpitaux pendant la crise du Covid et la baisse continue des standards de l'éducation, selon les données du Programme international pour le suivi des étudiants (PISA). Sur le plan économique, l'influence de la France a fortement diminué au cours des cinquante dernières années.

Bien plus alarmant que le classement plus bas de la France dans la hiérarchie des puissances mondiales basé sur le PIB, est la détérioration de sa position en ce qui concerne le PIB par habitant. Son PIB par habitant, aujourd'hui classé 26ème, était jusqu'en 1989 équivalent à celui de l'Allemagne, et est maintenant inférieur de 15%, ce qui accentue la crainte d'un appauvrissement à long terme. N'ayant pas réussi à mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires pour son économie, comme l'ont fait ses principaux voisins, la France constate que sa compétitivité diminue, et que son déficit commercial augmente brusquement (156 milliards d'euros en 2022), alors qu'elle avait un excédent commercial jusqu'en 2003. Le pays est confronté à la désindustrialisation, avec moins d'investissements

et d'innovations. La dette publique, qui était de 20% en 1980, a atteint 112% du PIB. Malgré une baisse significative au cours des trois dernières années, le chômage de masse reste élevé (7,3% à la fin de 2023), notamment parmi les jeunes, et les classes moyennes de la société deviennent de plus en plus pauvres.

Enfin, il est difficile pour la France de concilier ses ambitions internationales générales avec des ressources financières et humaines limitées. La magie des mots a ses limites. Sans puissance économique, les affirmations d'indépendance et de statut non subordonné sont presque insignifiantes. Encore profondément affectée par les traumatismes et problèmes du siècle dernier, la France est consciente de son déclin, mais ne peut s'y résoudre, ni prendre les mesures nécessaires pour l'arrêter. Si la chute relative est courante lorsqu'elle résulte de l'ascension de grandes puissances sur la scène mondiale, la chute absolue est grave si elle découle de la perte de moyens traditionnels tels que l'industrie, la technologie, la culture et la démographie.

La solution appliquée par le gouvernement actuel est d'intégrer pleinement la France dans les progrès d'intégration de l'UE et de l'OTAN, en invoquant l'argument selon lequel il est aujourd'hui impossible de trouver des solutions unilatérales. Cela est effectivement vrai, mais trouver des solutions dans une architecture multilatérale ne signifie pas être du côté de ceux qui ont un agenda anti-français. L'histoire est pleine de leçons qu'il faut apprendre et accepter. Il ne reste plus qu'à espérer que la nouvelle direction, dans l'avenir, sera fière de ce qui est français et prête à mettre en priorité la spécificité de la culture et de l'histoire françaises, acceptant que l'avenir soit tourné vers l'Est. En d'autres termes,

la France a plus que jamais besoin d'une élite patriotique qui cessera de croire en le positivisme du libéralisme internationaliste et acceptera que l'Est, et non les États-Unis, soit la nouvelle source d'inspiration.

La France a la chance d'avoir un territoire qui la relie à tous les continents. Cela signifie qu'un projet géopolitique ambitieux impliquerait l'utilisation des territoires ultramarins pour inclure la France dans la nouvelle mondialisation et la relier aux membres des BRICS et d'Amérique du Sud, s'éloignant ainsi de l'Europe en déclin et des États-Unis, qui sont absorbés par leurs contradictions internes. L'élite actuelle considère les territoires ultramarins comme un fardeau. C'est une dégradation pour ces

territoires, qui sont profondément patriotiques et fournissent la majeure partie de l'armée française. Au lieu de cela, il faudrait investir massivement dans ces territoires et les utiliser pour relier la France à toutes les initiatives économiques régionales, telles que la « Nouvelle route de la Soie » chinoise, le Grand Plan pour accélérer et développer l'économie de l'Indonésie (MP3EI), le projet « Initiative Singapour 2030 », y compris le projet « Vision du Koweït 2035 ».

En d'autres termes, la solution réside dans un retour à la véritable définition de la géopolitique : une politique de puissance fondée sur les caractéristiques spécifiques de l'État, de sa population et de son histoire.

Bibliographie

- Anghie, A. (2004). *Imperialism, Sovereignty and the Making of International Law*. Cambridge: Cambridge University Press
- Badie, B. (2013). *Le Temps des Humiliés. Pathologie des Relations Internationales*. Paris: Odile Jacob.
- Brzezinski, Z. (2016). *The Grand Chessboard*. New York: Basic Books
- Bull, H., (1977). *The anarchical society: A study of order in world politics*. New York: Columbia University Press.
- Chimni, B. (2017). *International Law and World Order: A Critique of Contemporary Approaches*. 2nd ed. Cambridge University Press.
- Cohrs, P. (2022). *The new Atlantic order: The transformation of international politics 1860-1933*. Cambridge: Cambridge University Press
- Foucault, M. (1995). *Discipline and Punish: The Birth of the Prison*. 2nd edition. New York: Vintage Books.
- Fukuyama F (2020) *The End of History and the Last Man*. London: Penguin Books.
- Grandpierronn, M. and Pomès, E. (2024). China's Discursive Strategies during the Syrian Civil War: Communicating Opposition to Western Understanding of Human Rights and R2P. In: M. Zreik (ed) *Soft Power and Diplomatic Strategies in Asia and the Middle East* (75-88). Hershey: Igi Global.
- Goethe, J. (1978). *Elective Affinities*. London: Penguin Classics.
- Gramsci, A. (2021). *Cahiers de Prison: Anthologie* (ed. J-Y Frétygné). Folio 674. Paris: Gallimard.

- Hanink, J. (2019). *How to Think About War. An Ancient Guide to Foreign Policy*. Princeton: Princeton University Press.
- Koskenniemi, M. (2004). International Law and Hegemony: A Reconfiguration. *Cambridge Review of International Affairs*, 17 (2), 197–218. <https://doi.org/10.1080/0955757042000245852>
- Laughland, J. (1998). *The Tainted Source. The Undemocratic Origins of the European Idea*. New York: Warner Books.
- Lindemann, T. (2023). Theorising Danger or Dangerous Theories? Positivist Data and the Making of the China Threat. *Political Anthropological Research on International Social Sciences*, 4 (2), 142-172. <https://doi.org/10.1163/25903276-bja10049>
- Lukes, S. (1974). *Power. A Radical View*. London: Macmillan Press.
- Maalouf, A. (2019). *Le Naufrage des Civilisations*. Paris: Grasset.
- Maalouf, A. (2023). *Le Labyrinthe des Egarés*. Paris: Grasset.
- Mearsheimer, J. (2018). *The Great Delusion. Liberal Dreams and International Relations*. New Haven: Yale University Press.
- Morgenthau, H. (1946). *Scientific Man Versus Power Politics*. Chicago: University of Chicago Press.
- Orford, A. (2013). Moral Internationalism and the Responsibility to Protect. *European Journal of International Law*, 24 (1), 83–108. <https://doi.org/10.1093/ejil/chs092>
- Russett, B.M. (1994). *Grasping the Democratic Peace: Principles for a Post-Cold War World*. Princeton: Princeton University Press.
- Sahakyan, M. and Gärtner, H. eds., 2022. *China and Eurasia: rethinking cooperation and contradictions in the era of changing world order*. Abingdon: Routledge.
- Sur, S. (2018). Observations sur les « sanctions » internationales. *Annuaire Français de Relations Internationales*, XIX, 117–131. <https://doi.org/10.3917/epas.afom.2018.01.0117>.
- Waltz, K. (1959). *Man, State and War*. New York: Columbia University Press.
- Wight, M. (1977). *Systems of States*. Leicester: Leicester University Press.
- Zamyatin, Y. (2022). *Nous Autres*. Paris: Sinope.

52 |

Sitographie

https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2023-002175_EN.html

<https://www.lefigaro.fr/international/le-president-francais-emmanuel-macron-juge-l-otan-en-etat-de-mort-cerebrale-20191107>

<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/2017/02/06/31001-20170206ARTFIG00209-emmanuel-macron-et-le-reniement-de-la-culture-francaise.php>

<https://www.leparisien.fr/politique/photo-polemique-de-macron-aux-antilles-ce-geste-n-etait-pas-contre-le-president-01-10-2018-7908261.php>

<https://www.lefigaro.fr/sports/jeux-olympiques/polemique-sur-la-ceremonie-d-ouverture-des-jo-patrick-boucheron-parle-de-cene-subliminale-20240730#:~:text=La%20s%C3%A9quence%20a%20choqu%C3%A9%20,en%20%C3%A9motions%20et%20universellement%20salu%C3%A9s%C2%BB>

<https://www.lejdd.fr/economie/economie-bercy-donne-son-aval-au-rachat-de-131-entreprises-sensibles-par-letranger-en-2022-135583>